

Au Parlement européen : attribuer le prix Sakharov au D^r Vilma Núñez et à l'évêque Rolando Álvarez

samedi 30 septembre 2023, par [SOS Nicaragua Europe](#) (Date de rédaction antérieure : 28 septembre 2023).

Les signataires de cette pétition se félicitent de la nomination, le 20 septembre 2023, de la D^r Vilma Núñez de Escorcía et de l'évêque Rolando José Álvarez Lagos du Nicaragua pour le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit du Parlement européen.

Nous appelons tous les membres du Parlement européen, et en particulier les commissions des affaires étrangères et du développement de ce Parlement, à soutenir la candidature de la D^r Vilma Núñez de Escorcía et de l'évêque Rolando José Álvarez Lagos lors des prochaines décisions d'attribution du Prix Sakharov, les 12 et 19 octobre.

Conformément à la Fédération internationale des droits de l'homme, nous pensons que la nomination conjointe de la D^r Vilma Núñez et de l'évêque Rolando Álvarez « est une reconnaissance précieuse de la gravité de la situation au Nicaragua et des efforts déployés par la société civile nicaraguayenne en faveur de la liberté dans le pays ». Vilma Núñez et Monseigneur Rolando Álvarez ont décidé de rester au Nicaragua malgré les risques pour leur vie et leur intégrité. Ils sont l'un des symboles les plus courageux de la lutte pour la défense des droits de l'homme dans le pays.

Décerner le prix Sakharov à la D^r Vilma Núñez et à l'évêque Rolando Álvarez, c'est reconnaître l'aspiration du peuple nicaraguayen tout entier à recouvrer son droit à la liberté de conscience, de pensée et de religion, ainsi que tous les autres droits de l'homme qui lui ont été brutalement retirés par la dictature d'Ortega-Murillo.

Historique

Vilma Núñez de Escorcía, lorsqu'elle était étudiante, s'est opposée à la dictature de Somoza, ce qui lui a valu d'être arrêtée. Elle a été la première femme nicaraguayenne nommée vice-présidente de la Cour suprême de justice en 1979. Elle est cofondatrice et présidente du CENIDH depuis 33 ans, l'une des organisations de défense des droits de l'homme les plus emblématiques du pays, qui a mené de nombreuses luttes pour le progrès de la liberté et de la démocratie. En décembre 2018, le CENIDH a été arbitrairement privé de son statut juridique et de ses biens. Vilma est actuellement secrétaire adjointe de la FIDH. Depuis les manifestations de 2018, le CENIDH a documenté et dénoncé de graves répressions, accompagné des milliers de victimes de violations des droits de l'homme - meurtre, détention arbitraire, persécution, torture - en rassemblant les informations sur leur cas, en les conseillant et en cherchant à obtenir justice. Le 15 février 2023, sans aucun procès, le régime l'a déclarée « traître à la patrie » et « fugitive de la justice », l'a dépouillée de sa nationalité, de ses biens, etc. la laissant apatride dans son propre pays, sujette à de multiples violations de ses droits humains.

Monseigneur Rolando José Álvarez Lagos, depuis 2018, est victime de persécutions pour avoir

suscité dans ses homélies une réflexion sur la crise du pays, la répression étatique et sur les victimes des violations des droits de l'homme. En août 2022, il a été arbitrairement assigné à résidence. Le 9 février 2023, le régime a privé de leur nationalité et expulsé 222 prisonniers politiques. Monseigneur Álvarez a refusé de monter à bord de l'avion et a été immédiatement mis en prison. Le 10 février, sans inculpation ni procès, il est arbitrairement condamné à 26 ans de prison, entre autres sanctions, dont la confirmation de la perte de la nationalité nicaraguayenne. Depuis ce jour, il est apatride et détenu dans l'un des centres de torture du pays, en violation flagrante de tous ses droits de l'homme. On n'a pas d'information sur son état physique et psychologique.

Sources :

<https://www.fidh.org/es/region/americas/nicaragua/nicaragua-vilma-nunez-y-monsenor-alvarez-nominados-al-premio-de>

SOS Nicaragua Europe, le réseau d'organisations de la société civile de la communauté nicaraguayenne dans 14 pays d'Europe, demande la libération de Monseigneur Rolando Álvarez et de plus de 90 prisonniers politiques détenus par la dictature Ortega-Murillo.
